PRATICIENS SPÉCIALISTES

Un préavis de grève sera déposé aujourd'hui

A entendre Mohamed Yousfi, président du SNPSSP, Djamel Ould Abbès confond entre les prérogatives d'un ministre de la Santé et celles d'un ministre de la Justice. «En adressant lui-même aux grévistes une décision de justice, Ould Abbès fait à la fois le plaignant et l'huissier de justice», a-t-il regretté.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le recours du ministre de la Santé, Djamel Ould Abbès, à la justice pour faire avorter le débrayage cyclique initié par le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique ne semble point intimider les grévistes.

Le SNPSSP, qui a tenu son conseil national ce vendredi, pour évaluer le mouvement de grève de trois jours entamé le 4 mars dernier et décider des suites à donner, sort encore plus renforcé et déterminé à aller jusqu'au bout de ses revendications. «Nous avons pris acte de la décision de justice, même si elle n'a pas été destinée au président du syndicat, comme le stipule la loi, car le ministre a opté pour une manœuvre à la fois illégale et abusive, à savoir la transmettre lui-même aux grévistes. Mais nous allons lui montrer que nous savons aussi rendre la politesse. Demain, dimanche (aujourd'hui ndlr), nous procéderons au dépôt d'un nouveau préavis de grève au niveau des ministère de la Santé et de l'Intérieur ainsi qu'à l'Inspection de travail. Nous avons ainsi décidé de débrayer les 20, 21 et 22 mars prochains avant d'aller vers une grève illimitée à partir du 1er avril», a fait savoir, hier, Mohamed Yousfi, président du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique, à l'issue d'une conférence de presse.

«Au ministre de saisir encore une fois la justice !»

Mohamed Yousfi, qui se dit conscient de la manœuvre de Djamel Ould Abbès, n'entend pas lui offrir l'alibi qu'il cherche incurablement. Et c'est pour cela qu'il annonce «avoir pris acte de la décision de justice et gelé la grève de trois jours attendue à partir d'aujourd'hui, pour rebondir plus tard».

Photo : Samir Sid

Ould Abbès aurait adressé lui-même une décision de justice aux praticiens.

Le président du SNPSSP s'explique : «Cela nous permettra de faire table rase et repartir à zéro pour un nouveau préavis de grève et un nouveau débrayage. Au ministre de saisir encore une fois la justice».

Visiblement hors de lui, Mohamed Yousfi ajoute : «Les intimidations et la politique de fuite en avant auxquelles s'emploie le ministre de la Santé, transgressant la Constitution, les lois algériennes régissant les relations de travail et l'activité syndicale ainsi que les conventions internationales ratifiées par l'Algérie, ne nous feront pas changer de position jusqu'à satisfaction de nos doléances. Ould Abbès doit comprendre que lorsqu'il s'agit d'une histoire de dignité, et c'en est une, ce n'est pas une ponction sur 10 ou 15 jours de salaire qui nous fera reculer.»

«Le temps des menaces est révolu, Monsieur le ministre !»

Par ailleurs, Mohamed Yousfi voit en la manœuvre d'Ould Abbès, qui a réuni ce week-end les différents syndicats du secteur de la santé en direct à l'ENTV, une tentative de diversion et de désinformation, visant à diaboliser le SNPSSP, faisant croire que tout le monde est content sauf le «fameux syndicat insoumis».

Mohamed Yousfi ajoute : «Les praticiens spécialistes de la santé publique sont déterminés plus que jamais à aller jusqu'au bout et le ministre doit comprendre que le temps des menaces est révolu. Mais où vivent ces gens (responsables ndlr), nous avons l'impression qu'ils sont complètement ailleurs. Le monde a changé et les menaces ne font plus peur aux Algériens.»

Par ailleurs, au sujet du peu d'intérêt accordé par les autorités publiques à ce conflit, pénalisant au premier degré le citoyen, le président du SNPSSP dira, que c'est normal «ils (les responsables ndlr) se soignent ailleurs».

Pour rappel, le SNPSSP revendique, entre autres, l'amendement de son statut particulier, la révision de l'IRG appliqué sur leurs salaires jugé supérieur aux autres branches du secteur de la santé, la révision du régime indemnitaire et l'octroi d'un quota national de logements de fonction.

M. M.

BLIDA : ÉBOULEMENT D'UN ROCHER

La route de Médéa bloquée

L'éboulement d'un grand rocher dans la localité d'El Hamdania, à mi-chemin entre Blida et Médéa, a provoqué la paralysie de la circulation pendant plusieurs heures et le blocage de la route entre Chiffa et El Hamdania.

La circulation routière fut rouverte après que des engins eurent débarrassé les pierres qui ont chuté du haut des falaises.

Par ailleurs, la route qui mène vers Chréa a été entravée par les neiges qui sont tombées dans la nuit de vendredi à samedi.

Les usagers étaient contraints de rebrousser chemin, ce qui a créé des bouchons de plusieurs kilomètres.

M. B.

LES HABITANTS DE BOUFARIK EXIGENT LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ

Un homme tué et plusieurs édifices incendiés

Les habitants de Boufarik ont exigé hier le renforcement de la sécurité dans leur commune suite à l'assassinat d'un homme jeudi dernier et l'incendie par des criminels d'une habitation, d'une pizzeria et d'un kiosque à tabac.

Le tenancier de la pizzeria a été balafré au visage et son local réduit en cendres, nous disent les citoyens qui redoutent la montée de la criminalité à Boufarik. Quant à la maison incendiée et qui est située juste à l'entrée sud de Boufarik, les pyromanes y ont versé de l'essence sous la porte avant de mettre le feu. C'était à 3 heures du matin.

Les propriétaires ignorent les raisons d'un tel acte. Cette montée de la criminalité à Boufarik a été dénoncée vendredi dernier dans les mosquées par les imams.

M. B.

MOSTAGANEM

Grève des pharmaciens pour ce lundi 12 mars

Le bureau local du Syndicat national des pharmaciens (Snapo) a annoncé le lancement d'une grève d'une durée de 2 jours à partir du 12 mars pour attirer l'attention sur les difficultés auxquelles sont confrontés les pharmaciens suite à la fermeture de deux officines pharmaceutiques par la Direction de la santé et de la population.

Le secrétaire général du bureau local du syndicat s'insurge contre le fait qu'une brigade mixte (santé-D.C.P- et L.N.C.P) ait procédé récemment à un contrôle sur la qualité des médicaments auprès de ces opérateurs du secteur et ait arbitrairement décidé la fermeture de deux pharmacies.

«Il n'en demeure pas moins, dit-il, que l'article 5 relatif aux officines de pharmacie stipule la présence d'un membre du Laboratoire national de contrôle de produits pharmaceutiques chargé des prélèvements d'échantillons des produits douteux».

Il estime aussi que normalement les inspections d'officines incombent aux praticiens médicaux inspecteurs donc c'est un fait contraire enduré par les pharmaciens victimes de ces fermetures.

De ce fait, notre interlocuteur rappelle le DSP sur une instruction relative à une meilleure prise en charge des dossiers (d'installation ou de fermeture) qui stipule l'élargissement des membres du bureau syndical au même titre que les membres de la section nationale de l'ordre des pharmaciens.

Les P-V ayant conduit la fermeture de ces deux officines pharmaceutiques relèvent essentiellement des médicaments entreposés à la vente. Il convient de signaler que le Snapo à Mostaganem compte une centaine d'adhérents sur les 170 pharmacies privées à l'échelle de la wilaya.

A. B.

MOUVEMENT DE REDRESSEMENT À L'ONEM

Khalfa M'barek sommé de partir

Tout porte à croire que les jours de l'actuel secrétaire général à la tête de l'Onem, Khalfa M'barak, sont comptés. Le mouvement de redressement dirigé par M. Boudoucha Redouane est déterminé à «évincer» l'actuel SG de la présidence de l'Onem. L'annonce a été faite, hier, lors d'une conférence de presse tenue à la maison de la presse Tahar-Djaout.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Accompagné de «plusieurs membres du conseil national de l'Onem», le conférencier, en l'occurrence M. Redouane Boudoucha a dressé un tableau des plus critiques à l'endroit de M. Khalfa M'barek.

A l'adresse de ce dernier, il n'y est pas allé par quatre chemins pour le qualifier de «dictateur» et «d'usurpateur» des idéaux de l'Onem «pour se servir et bâtir son empire». Ainsi, dans un communiqué rendu public en la circonstance, il a été indiqué que «l'Onem se trouve aujourd'hui dans une impasse totale et dangereuse à travers sa déviation de la ligne nationaliste, portée à la catégorie des enfants de moudjahidine à travers des comportements indignes et irresponsables», sans compter le préjudice moral causé à «ceux qui ont milité et cru dans le combat et les objectifs assignés par l'Onem lors de sa création au début des années 1990».

«Le secrétaire général M'barak Khalfa, se comporte en dictateur au sein de l'organisation, prétendant avoir le soutien d'en haut. Il prend toutes les décisions seul sans prendre en compte les recommandations des autres membres du bureau national ni même des quinze membres fondateurs. Il est venu à l'Onem pour s'enrichir. Le temps est arrivé pour dire basta à la dictature. Il doit partir sinon, nous le ferons partir avec tous les moyens qu'il faut», a-t-il déclaré d'emblée.

Et d'ajouter : «Il existe aujourd'hui beaucoup de conflits dont la source n'est autre que la mauvaise gestion du secrétaire général qui n'est même pas membre fondateur.»

Mieux encore, M. Boudoucha dira que les structures de l'Onem connaissent depuis plus de quatre années une paralysie totale de toutes ses activités. «Il est temps qu'il parte avant qu'il ne soit chassé par les membres de notre organisation», a-t-il menacé.

En guise d'argument de l'état dans lequel se trouve, aujourd'hui, l'organisation nationale des enfants de moudjahidine, le président du mouvement de redressement de l'Onem cite à titre d'exemple, «le manque de considération qu'on accorde à son président au sein de sa formation politique ». «Il n'a même pas été retenu dans une liste électorale au sein du RND, d'où sa course pour diriger une liste indépendante pour les législatives du 10 mai prochain», a-t-il expliqué.

Le conférencier a fait savoir, en la circonstance, qu'une commission nationale de redressement est installée pour apporter les changements qui s'imposent, à commencer par l'éviction de Khalfa M'barak de la tête de l'organisation.

«La dégradation de l'Onem, le climat favorable au changement et le réel soutien des enfants de moudjahidine à travers toutes les wilayas du pays et à tous les niveaux nous ont poussés à agir et sauver l'Onem. Des membres du conseil national, des bureaux de wilaya et les membres fondateurs nous ont apporté leur soutien pour sauver notre organisation», affirme-t-il.

A. B.